Résister, défendre les droits des peuples et de la planète, réinventer le monde

Synthèse du symposium organisé par Alternatives systémiques

jeudi 30 mai 2019, par BEAUDET Pierre, NOVAK Adam (Date de rédaction antérieure : 29 mai 2019).

Itaipava (Brésil), 7-9 avril 2019 [1]

Plus de 50 participants ont participé à un véritable marathon de trois jours pour analyser les grandes tendances de la situation mondiale, établir et approfondir leurs relations, renforcer les alternatives pour un changement systémique radical et faire avancer la réflexion stratégique sur la création d'alternatives. Fait à noter, le symposium a réuni un vaste éventail de personnes, tous et toutes plongés dans la vaste mosaïque mondiale de mouvements populaires et sociaux, combinant résistance, résilience, espoir et créativité. Cette synthèse a pour objectif de donner un aperçu succinct et global du symposium.

Bienvenue au Brésil

La militante brésilienne Renata **Boulos** (INCIDE) a ouvert les débats en expliquant la situation actuelle dans son pays. Le nouveau gouvernement menace la population et les mouvements populaires avec un ensemble de mesures répressives dans un pays déjà en proie à d'énormes disparités sociales et à la discrimination contre les pauvres, notamment les Afro-Brésiliens et les peuples autochtones. Actuellement, selon Renata, « *ceux qui luttent pour les droits sont qualifiés par le gouvernement de terroristes* ». D'autres camarades du Brésil, dont Vitor **Guimaraes** (Mouvement des travailleurs sans toit), Clair Siobhan **Ruppert** (Centrale unique des travailleurs), Frei Rodrigo **Péret** (Action franciscaine pour l'écologie et la solidarité), Tchenna **Maso** (Mouvement contre les barrages), Talles **Reis** (Mouvement des travailleurs sans terre) ont demandé aux mouvements venant de tous les continents d'être attentifs et de déployer de nouveaux moyens pour se solidariser avec leurs luttes.

Menaces et défis

Walden **Bello** (Focus, Thaïlande), un économiste de renommée mondiale et un militant de longue date, a expliqué comment la vague d'extrême droite qui se propage dans nos différents pays avait déstabilisé les mouvements sociaux. Pour Walden, cette situation provient en bonne partie du fait que « *des gouvernements progressistes se sont enlisés dans le marais des compromis, du sectarisme et de la corruption* ». « *Le résultat a-t-il affirmé, est que cela a poussé de larges fractions des classes moyennes dans les bras des mouvements autoritaires et d'extrême droite* » . Selon Pablo **Solón** (Fundación Solón, Bolivie), « *l'extrême droite a retourné la critique de la mondialisation néolibérale qu'avait initié la gauche, pour instaurer une culture de la peur fondée sur le racisme, la xénophobie et la peur des migrants* ». Geneviève **Azam** (Attac) a par ailleurs souligné les risques d'effondrement écologique en cours, qui menacent les générations actuelles et futures, et qui sont le résultat des destructions infligées à la Pachamama par la mondialisation capitaliste et l'extractivisme. Pour **Thenjiwe** McHarris (Movement for Black Lives, États-Unis), les dispositifs du

pouvoir resserrent leur contrôle en combinant « *une rhétorique guerrière et des politiques agressives qui visent notamment les pauvres, les queers, les noirs et les jeunes* ».

Dur bilan pour l'Amérique du Sud

Avant de passer à la résistance populaire et aux alternatives, les participant-es se sont concentré-es sur un bilan des 15 dernières années, en portant attention aux expériences des gouvernements progressistes en Amérique du Sud. Au-delà de points de vue divers et parfois opposés, un certain nombre de constats sont sortis de la discussion. Pour Pablo **Solón,** les gouvernements progressistes, notamment au Brésil, en Argentine, en Bolivie, en Équateur, au Venezuela, « *ont pris des mesures en faveur des populations les plus pauvres et ont mis un terme à la privatisation dans certains secteurs. Cependant, ils n'ont pas rompu avec le néolibéralisme ni décentralisé les secteurs de l'économie en faveur d'initiatives populaires autogérées de manière démocratique. Ils n'étaient pas disposés à promouvoir une logique de respect de la nature en rupture avec la logique de la consommation* ». Dans le cas du Brésil, a déclaré le militant afro-brésilien Douglas **Belchior** (UNEAfro), « *la droite a profité de ces défaillances pour promouvoir des propositions technocratiques, antidémocratiques, militaristes, racistes, sexistes, et homophobes, qui constituent un vaste ensemble de contre-réformes* ». Pour autant, selon Shalmali **Guttal** (Focus, Thaïlande), « *il faut admettre les contraintes énormes dans lesquelles ces gouvernements progressiste sont évolué, y compris ceux qui ont géré avec l'appui des mouvements sociaux. Néanmoins dans plusieurs cas, les mouvements se sont éloignés de leurs valeurs et priorités, lorsque leurs alliés politiques étaient au pouvoir* ». Clair Siobhan Ruppert, une militante de la Centrale unique des travailleurs du Brésil a rappelé que le Brésil, au-delà de l'élection d'un gouvernement progressiste en 2002 est resté **«** *un pays caractérisé par un racisme structurel, des classes sociales bien définies et une forte inégalité, avec un niveau élevé de lutte de classe ouverte et de destruction de l'environnement ». Son point de vue par rapport à l'échec du gouvernement progressiste est plus nuancé : « l'élection de Lula et la lutte du PT ont confronté les intérêts de l'oligarchie brésilienne. Au cours de cette période, nous avons progressé, en réduisant la pauvreté et en instaurant un salaire minimum. Finalement, ce projet avec des hauts et des bas a été renversé par un coup d'État en 2018. Depuis, des contre-réformes sont engagées pour ramener les droits des travailleurs 100 ans en arrière* ».

Au-delà de la crise

À partir d'analyses sur la crise actuelle au Venezuela et au Nicaragua, Maristella **Svampa** (COnicEt, Argentine) a suggéré qu'il était impératif *« de reconnaître la valeur du pluralisme dans nos mouvements et de refuser toute notion de 'leadership suprême' à laquelle nous nous sommes longtemps référés dans une conception tronquée du pouvoir et de l'autorité* ». Dans la lignée de Gramsci et de Fanon, **Thenjiwe** McHarris a conclu que les mouvements populaires et sociaux devaient rechercher « *des stratégies pro-actives incluant la lutte contre les politiques néfastes, l'utilisation d'une stratégie électorale instrumentalisante, tout en nous efforçant d'utiliser divers mécanismes nationaux et internationaux pour attirer l'attention sur la souffrance, la violence et les violations des droits* ». Selon **Thenjiwe**, « *nous avons besoin d'une idéologie claire qui soit non seulement anticapitaliste, anti-patriarcale et anti-raciste, mais qui articule ce que nous sommes. Cela signifie redéfinir notre relation à la terre et à la nourriture. Nous devons trouver des moyens de nous protéger mutuellement et de fournir à nos membres ce dont ils ont besoin pour survivre* ». Pour **Soraida A. Hussein** (Coalition des groupes de femmes en Palestine), on peut capitaliser sur le fait que « *les mouvements sociaux sont de plus en plus en mesure d'évaluer les succès et les échecs, d'évaluer les structures de direction et d'élaborer t de nouvelles stratégies* ».

La centralité des luttes féministes

Cindy **Wiesner** (Grassroots Global Justice Alliance, États-Unis) et Hakima Abbas (Association pour les droits des femmes dans le développement) ont ouvert le débat sur les mouvements sociaux avec une présentation des divers féminismes intersectionnels et locaux. Pour Cindy Wiesner, l'objectif est de « *construire une deuxième vague de politiques féministes et de courants féministes progressistes, en lutte contre le pouvoir du patriarcat, de la suprématie blanche et du capitalisme, et en promouvant de manière stratégique le leadership des peuples noirs, latinos, LGBTQI et autochtones ».* Selon Coumba **Touré** (Africans Rising, Sénégal), « c*haque fois qu'une féministe demande quelque chose, des hommes s'opposent ou restent sceptiques par rapport aux résultats espérés. On n'exige pas la même chose des hommes, ni aux grands dirigeants de nos mouvements paysans ! ».* Zahra **Dalilah** (KIN, Royaume-Uni) nous a rappelé que *le travail des militantes au sein de nos mouvements reste souvent confiné : « on s'attend toujours à ce que les femmes fassent le thé et l'administration* ». Pour Stéphane **Simpore** (Réseau des jeunes africains Queer, Burkina Faso), les militant-es LGBTQI doivent toujours se battre pour que leurs voix puissent être entendues au sein des mouvements sociaux qui souvent reproduisent les politiques autoritaires et exclusives de l'ère coloniale.

Quelle démocratie ?

Christophe **Aguiton** (Attac-France) a illustré cette volonté en parlant du mouvement citoyen « M15 » en l'Espagne, en lutte pour instaurer une démocratie participative. Tout en défendant la démocratie et les libertés contre l'offensive de l'extrême droite, les mouvements veulent mettre de l'avant leur propre vision de la démocratie. *Selon* Paty **Gualinga** (Mujeres Amazonicas, Équateur), *« les peuples autochtones ont développé des formes et des traditions de démocratie différentes* ». Cependant, aucune de ces démocraties alternatives n'est à l'abri de conflits internes. La religion et les traditions sont souvent utilisées lors de conflits portant sur les droits des femmes et des LGBTQI. Shalmali **Guttal a** souligné la tendance au « majoritarisme » en Asie : « *les gouvernements majoritaires revendiquent un mandat démocratique pour exploiter et détruire la nature. Cela profite invariablement à la classe moyenne urbaine, en offrant peu ou rien du tout aux travailleurs, aux communautés rurales et aux soi-disant minorités* ». Pour les peuples autochtones, le « développement » signifie souvent une nouvelle vague de dépossession et de destruction.

De l'énergie pour les peuples et les communautés de la Terre

Pour plusieurs gouvernements sans compter les groupes de pression en faveur du « capitalisme vert », la transition énergétique signifie de remplacer les sources d'énergie fossiles par des sources d'énergie renouvelables. Cependant, une véritable transition est requise pour nous attaquer aux causes profondes de la crise actuelle. Dans plusieurs pays, les mouvements populaires demandent à l'État de changer de politique, en favorisant les projets énergétiques locaux, non pas conçus pour exporter des ressources, mais pour aider ces communautés à se transformer en producteurs. Selon Pablo **Solón**, « *nous devons aller au-delà de le propriété étatique vers la propriété et le contrôle communautaire en favorisant les énergies hydrauliques et solaires, de sorte qu'on puisse soutenir les moyens d' existence locaux productifs et durables* ». Dans le même sens, Vedran **Horvat** (Institut d'écologie politique de Croatie) estime qu'une véritable *transition énergétique « confronte nécessairement les modèles actuels de croissance et menacent les gouvernements basés sur l' extractivisme et la poursuite aveugle de la croissance capitaliste* ». Eriel **Deranger** (Indigenous Action Climat, Canada) a souligné que les peuples autochtones vivent dans un constant état de pénurie énergétique alors que se multiplient les activités d'extraction de combustibles fossiles sur nos terres : « *pourtant, nous vivons dans la modernité et nous voulons avoir accès à l'énergie. Nous avons besoin de systèmes énergétiques démocratisés, localisés, appartenant à la communauté, qui ne dépendent pas de l'extractivisme et qui peuvent construire la souveraineté énergétique des peuples autochtones ! »*

À la défense des communs

Mary Lou **Malig** (Coalition mondiale des forêts, Philippines) a décrit la dynamique destructrice de l'industrie mondiale de la biomasse : *« Lorsque les arbres deviennent une propriété privée, les entreprises veulent se débarrasser des personnes qui vivent parmi ces arbres. Et pourtant, ces petits agriculteurs et ces peuples autochtones utilisent le sol d'une manière mixte, en combinant l'agriculture, l'élevage et des petites industries de transformation, ce qui beaucoup plus durable ». Selon* Sia Anne Marie **Kamano** (Nous sommes la solution ! Guinée), l'expérience du mouvement des agricultrices d'Afrique de l'Ouest démontre que l'exclusion des femmes demeure un grave problème : « *les femmes ont du mal à accéder à la terre car les règles d'utilisation privilégient les hommes. Notre mouvement aide les femmes à accéder à la terre, à utiliser les techniques modernes appropriées et à commercialiser leur production. Nous voulons nous approprier la technologie, mais nous nous demandons toujours, à qui cela profite ? » »* Miguel **de Barros** (Tiniguena, Guinée Bissau) a présenté les défis auxquels font face les communautés de pêcheurs : « les *gouvernements et les ONG accusent les communautés de pêcheurs de mauvaises pratiques, alors qu'en réalité, ce sont ces communautés mêmes qui ont développé des modèles de gestion durable de la biodiversité côtière depuis plusieurs centaines d'années. C'est la pêche commerciale organisée par les grandes entreprises qui cause la perte de biodiversité et de l'augmentation des inondations, de même que le tourisme de masse et la migration des communautés locales vers les centres urbains* ». **Kingkorn** Narintarakul (Biothai, Thaïlande) a raconté comment l'initiative Biothai vise à expliquer aux gens les problèmes et les solutions liées à l'alimentation et à l'agriculture : « *les Thaïlandais mangent cinq ou six fois par jour. Cependant, lorsque nous demandons aux consommateurs d'où provient leur nourriture, comment elle est produite et par qui, ils ne le savant pas. Alors, comment pouvons-nous dire que les Thaïlandais choisissent vraiment la nourriture qu'ils consomment chaque jour* ? »

Convergences

La diffusion qui s'étend à travers les mouvements sociaux d'approches méthodologiques inspirées de l'intersectionnalité modifie les cultures organisationnelles et décourage les tendances à fonctionner en silo et à rester enfermés derrière de fausses hiérarchies. La discussion autour de la transition énergétique a mis en évidence la convergence des initiatives environnementalistes, celles des défenseurs de la terre et des anticapitalistes. De nombreux participants ont souligné l'impact du changement climatique et de l'extractivisme sur les femmes, les communautés marginalisées et les autochtones. Selon Gabriela **Linares** Sosa (Union des organisations de la Sierra Juarez, Mexique), les discussions sur la « déglobalisation » ont mis en lumière les liens entre les gouvernements (y compris les ceux qui se prétendent progressistes) et les capitalistes, ce qui encourage les mouvements à explorer de nouvelles pistes : « *l'approche de la souveraineté alimentaire aide les mouvements sociaux à articuler une approche émancipatrice de l'engagement politique et de la construction de mouvements* ». Selon Ala **Talbi** (Forum tunisien pour les droits sociaux et économiques), il faut recentrer la discussion autour des communs, au-delà du vieux débat entre un système reposant sur la propriété privée et un système étatiste, pour « *mettre au premier plan les formes de contrôle sociales et collectives* ». Pour une majorité des participant-es, il appert que le débat principal aujourd'hui dans les mouvements sociaux ne portent plus sur l'intégration des multiples alternatives systémiques dans nos programmes et activités, mais *jusqu'où on peut aller* dans ce processus.

Des ressources pour des alternatives systémiques

Au cours de la dernière décennie, la montée en puissance des mouvements sociaux a encouragé des donateurs, des organisations philanthropiques et des gouvernements progressistes à travailler avec des mouvements sociaux progressistes. Aujourd'hui, il faut escompter que la prochaine décennie ne

sera pas si facile. Déjà, plusieurs organisations sont confrontées à un choix difficile : diriger leurs ressources pour répondre aux besoins urgents, ou négliger cette dimension de solidarité avec les communautés où elles travaillent. L'analyse de l'« économie politique de l'aide » révèlent l'ampleur des défis que représentent les attentes des ONG et la cooptation des mouvements sociaux, l'imposition de priorités géographiques et thématiques de la part des donateurs, l'instrumentalisation de projets par les élites locales pour leurs propres intérêts. Pour Soraida **Hussein**, il faut résister aux conditionnalités imposées aux bénéficiaires. « *Les donateurs et le secteur de la philanthropie devraient également être plus transparents* » , a déclaré Karen **Nansen** (Amigos de la Tierra Internacional, Uruguay). *Les donateurs doivent impliquer davantage les mouvements sociaux dans la planification et la gestion des programmes d'appui*. Tous conviennent qu'il faut mettre en place des systèmes permettant une collaboration positive entre donateurs et mouvements sociaux, afin d'identifier des outils permettant de mesurer les impacts positifs ou négatifs de l'aide, tout en simplifiant, dans la mesure du possible, les procédures administratives.

Penser plus loin

Pour de nombreux participants, un projet comme celui de Systemic Alternatives a pour intérêt de définir les zones de convergence entre les mouvements sociaux travaillant sur diverses alternatives systémiques. Pour Hakima **Abbas** (AWID), l'expérience positive du symposium confirme le « *potentiel de structuration des débats dans un cadre respectueux et émancipateur, facilitant la mise en réseau et la fertilisation croisée, et soutenant les mouvements sociaux dans la reprise de la politique et la formulation de nouvelles formes de relations entre les peuples* ». En regardant en avant, les participantes ont identifié le défi d'élargir la participation, en s'adressant à un éventail plus large de mouvements et de réseaux sociaux, en particulier les mouvements féministes émergents sur le changement climatique et les mouvements de travailleurs. Parmi les autres questions clés à traiter figurent les questions de libertés, de la laïcité, de la technologie, d'Internet, de la gestion des connaissances et des communications, des systèmes de protection sociale, des relations entre les mouvements sociaux et l'État (par exemple, les alternatives municipales progressives, le financement public des mouvements sociaux, etc.). Selon Maduresh **Kumar** (Alliance nationale des mouvements populaires, Inde), il est essentiel de « *s'engager dans des dialogues entre anciens, nouveaux et récents mouvements sociaux sur la transformation du travail, tant le travail rémunéré dans le contexte de la décroissance, que la reproduction non rémunérée et du travail de Care* ». Face à la montée de l'autoritarisme de droite, certains participants ont suggéré que Systemic Alternatives se concentre sur la riposte. Non seulement le contrat social est rompu, mais les droits et libertés fondamentaux sont menacés. D'autres participants ont suggéré que, dans un tel contexte, il faut trouver les moyens pour développer des alliances progressistes avec les classes moyennes et renforcer l'esprit démocratique et libéral. Selon Walden **Bello,** *« Ce dont nous avons besoin, c'est que ce mouvement se transforme en un front global antifasciste ! »*

Adam Novak
Pierre Beaudet

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Plateforme Altermondialiste
http://alter.quebec/6461-2/

Notes

[1] Le séminaire a été organisé par Alternatives systémiques (un projet conjoint de la Fondation Solón (Bolivie), Focus on Global South (Thaïlande) Attac-France et le Réseau Intercoll (France-Québec) et d'un comité organisateur incluant (par ordre alphabétique) : Hakima Abbas (Association pour les droits de la femme au développement), Christophe Aguiton (Attac), Pierre Beaudet (Intercoll), Renata Boulos (INCIDE, Brésil) Raphael Canet (Rise, Canada), Shalmali Guttal (Focus), Pablo Solon (Fondation Solón) et Cindy Wiesner (Grassroots Global Justice Alliance, États-Unis), avec le soutien de Mark Randazzo (Edge Funders Alliance, États-Unis). Pour plus d'informations et de documents : https://systemicalternatives.org/category/francais.